

Six mois et demi après le début des manifestations du 15 mars à Deraa, la Syrie connaît une dangereuse évolution. Désertant les rangs de l'armée, de plus en plus de soldats se sont organisés dans la région de Homs, principalement à Al Rastan, et mènent des actions de guérilla. Il y a moins de trois mois, la chaîne qatarie, Al Jazeera, a diffusé plusieurs reportages sur ces soldats et officiers syriens déclinant leurs grades, montrant face à la caméra leurs cartes militaires et affirmant appartenir au mouvement des «officiers libres». Ils disposent d'un site internet qui diffuse des vidéos d'officiers expliquant pourquoi ils ont rallié l'opposition et appelant leurs collègues à la révolte. Pour l'heure, on sait peu de choses sur l'ampleur de ce mouvement de désertion qui est prin-

cipalement le fait de soldats de confession sunnite. Des informations évoquent «des opérations armées limitées sous forme de guérillas, d'embuscades, de tirs de snipers visant des shabiha (milice du régime) et des soldats, et des heurts armés dans des forêts et des vallées dans les zones frontalières», selon Riad Kahwaji, directeur exécutif d'Inegma (Institution pour l'analyse militaire au Proche-Orient et dans le Golfe), cité par l'AFP. Des actions que les Etats-Unis ont qualifiées de «normales». Toujours est-il que le pouvoir syrien, qui semble avoir pris la mesure de la menace, affirmant que 700 soldats et policiers ont été tués depuis le 15 mars, cherche à l'enrayer en décidant de faire la chasse aux déserteurs. Lundi, quatre «déserteurs» ont été tués et sept autres arrê-

tés près de la frontière turque.

Ces désertions semblent faire écho aux appels lancés sur les réseaux sociaux par certaines fractions minoritaires de l'opposition syrienne à une militarisation de la révolte et à l'intervention militaire occidentale. Ainsi Bassam Bitar, ex-diplomate, membre du parti Infitah (ouverture) s'est déclaré «partisan d'une intervention aérienne rapide contre le palais présidentiel, le ministère de la Défense» ainsi que contre «l'ensemble des sièges» des «services de renseignement, de la politique et militaire». «Face à la recrudescence des tueries, des arrestations et des tortures, les voix appelant à la militarisation commencent à être entendues», s'inquiète Omar Idlebi, représentant des Coordinations des comités locaux (LCC) qui animent le



Par Hassane Zerrouky

mouvement de contestation syrien. Avertissant toutefois que «si la révolution s'écarte de son parcours pacifique (...), elle sera vidée de son sens». Un avis du reste partagé par la majorité des acteurs de l'opposition syrienne, qui accuse le régime de Bachar Al-Assad de pousser de son côté vers une militarisation de la révolte laquelle mènera inéluctablement à la «guerre civile».

En attendant, l'opposition syrienne commence à être visible. Outre le Conseil national syrien créé à Istanbul (Turquie), dont les Frères musulmans sont la principale force, soutenu par une partie des Coordinations des comités locaux et qui a l'aval de Washington et Paris, il en existe trois autres : le Comité national pour le changement démocratique qui regroupe des partis de gauche, nationalistes arabes, kurdes, animés par Michel Kilo et Aref Dalila, fondé à Damas ; le Conseil national de transition, présidé par Burhan Ghalioun, créé en août à Ankara, la Coalition des forces laïques et démocratiques. Et si, pour l'heure, l'opposition frontale au pouvoir en place est le seul lien qui fédère ces différentes coalitions, en revanche, ces dernières tardent à s'unir et à coordonner leurs efforts pour préparer l'après-Assad au cas où ce dernier annoncerait son retrait du pouvoir. En outre, en raison d'un implacable verrouillage sécuritaire et d'un contexte répressif sanglant, sur fond de manipulation de rivalités confessionnelles, cette opposition a du mal à la fois à investir le centre de Damas ou Alep, et à rallier massivement à sa cause les minorités alaouite, druze, chrétienne et kurde, voire chiite. Sans doute est-ce là le maillon faible de l'opposition syrienne face à un pouvoir redoutable et redouté et qui semble disposer encore de ressources.

H. Z.

Les députés suisses votent l'interdiction de la burqa dans certains lieux

Les députés suisses ont adopté hier contre l'avis du gouvernement la motion «Bas les masques» visant à interdire le port de la burqa dans certains lieux publics, dont les transports en commun.

La motion, proposée par le député de l'UDC (droite populiste, le plus grand parti suisse) Oskar Freysinger, a été adoptée par 101 voix contre 77.

Elle doit encore être votée par le Conseil des Etats (chambre haute).

«A l'heure où l'insécurité grandit dans nos rues, de plus en plus de personnes dissimulent leur visage derrière une cagoule, un masque ou un voile intégral. Cela rend l'identification de ces personnes impossible, un fait particulièrement ennuyeux en cas de violences, de contrôles d'identité...», explique M. Freysinger.

Le texte impose donc que «quiconque s'adresse à une autorité fédérale, cantonale ou communale dans l'exercice de la fonction de

celle-ci, est tenu de se présenter à visage découvert». En outre, «l'utilisation des transports publics est interdite aux personnes dont le visage est masqué».

Par ailleurs, la motion prévoit que «les autorités peuvent (...) interdire ou restreindre l'accès aux bâtiments publics à de telles personnes lorsque cette mesure paraît propre à garantir la sécurité des autres utilisateurs».

La participation à une manifestation sur le domaine public est également interdite aux personnes dont le visage est masqué, mais les autorités peuvent prévoir des «exceptions pour les festivités ou célébrations comportant généralement l'usage de masques ou autres accessoires similaires».

M. Freysinger estime que «l'Etat doit pouvoir exiger de citoyens libres dans un pays libre qu'ils se montrent à visage découvert».

Pour sa part, le gouvernement a notamment estimé qu'un «champ d'application aussi éten-

du du point de vue géographique (toute la Suisse), qui ne pourrait se baser en outre sur aucun besoin de sécurité nationale, dépasserait la compétence de réglementation de la Confédération prévue par la Constitution».

Mais les autorités souhaitent «nouer des contacts avec les cantons à ce sujet, afin d'assurer le respect de notre culture qui veut que le visage d'autrui soit visible lors de rencontres dans les espaces publics et que l'on tienne compte ainsi de notre conception de la dignité humaine». D'autres initiatives telles que la motion adoptée hier par les députés ont également été lancées au niveau régional en Suisse. Les citoyens du Tessin (proche de l'Italie) seront ainsi les premiers en Suisse à voter l'interdiction de la burqa.

En Europe, la France est le premier pays à avoir instauré l'interdiction du port du voile intégral, suivie par la Belgique quelques mois après. Le 16 septembre, le gouvernement néerlandais, soutenu par le parti d'extrême-droite de Geert Wilders, a décidé à son tour d'en faire de même. En Suisse, le vote des députés intervient à un peu plus de trois semaines des élections fédérales, qui ont lieu tous les quatre ans pour renouveler le Parlement. Selon les derniers sondages, les élections, prévues le 23 octobre prochain, devraient être remportées par l'UDC dont les affiches électorales invitent à «stopper l'immigration massive».

CONDOLÉANCES

Les membres fondateurs, la rédaction et l'ensemble du personnel du *Soir d'Algérie* ont appris avec tristesse le décès de la mère de leur ami et collègue **Hocine Boukhetela**.

En cette douloureuse circonstance, ils lui présentent, ainsi qu'à sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde sympathie.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Quoi de neuf, docteur ?

Algérie. France. Reprise de la coopération dans le domaine de la...

...santé !

Ça ne vous fatigue pas, vous, à la fin ? Moi si, quand même un peu. A la longue, je commence à en souper un p'tit chouïa de scruter sur Démenti-TV, la chaîne de télévision publique chargée des démentis par ricochet, les traits d'Abdekka. Sa démarche. Ses mains. Le teint de son visage. Le ton de sa voix. La couleur de ses yeux. Le reflet de ses cheveux. La vitesse de ses gestes. La cadence de ses réparties. Le timing de ses réponses. La vivacité de son regard. Boutef' est-il apparu en forme aux côtés du Cheikh machin chose qu'il vient de recevoir ces dernières heures ? Etait-il à son avantage sur Démenti-TV ? N'avait-il pas des cernes disproportionnés sous les yeux, des poches énormes ? Ses mimines ne présentaient-elles pas des boursofflures, comme des œdèmes ? J'en ai franchement ma claque de tous ces «examens cliniques» auxquels nous sommes réduits en l'absence de bilans de santé officiels, mais surtout crédibles. C'est tout de même un comble ! Avec le temps, je me surprends à développer des facultés inouïes, presque surnaturelles. Je suis ainsi capable de vous dire si un individu a le pancréas en charpie, juste en zieutant la couleur de sa peau, le cireux de son teint. Je perds un fric fou à ne pas monnayer ce don dans un cirque ou dans un talk-show. Je suis même sûr que de grands networks paieraient une fortune en m'engageant comme bête de foire qu'ils exhiberaient en prime time. Imaginez un peu

la bande annonce : «Hakim ! L'homme qui peut déterminer combien il vous reste à vivre rien qu'en reluquant votre photo !» Plus sérieusement, le divinatoire me fatiguant vraiment, m'écœurant même, je préfère revenir aux faits. L'Algérie est gouvernée par un homme âgé. Très âgé. Et malade. Le débat sur la gravité de sa maladie, sur la vacance ou non du pouvoir à cause de son état de santé est relancé ces dernières heures. Je note juste qu'au même moment, un pays que nous connaissons bien, la France, Fafa, est aux portes d'une élection présidentielle. Hier, mercredi, sur I-Télé, un débat public réunissait les six candidats socialistes à la primaire de ce parti. Moyenne d'âge des six candidats ? 47 ans. Oui ! 47 ans ! Et en face de ces six prétendants, qui y a-t-il ? Sarkozy. Président en exercice. Son âge ? 56 ans. Vous voulez un autre exemple, moins Hizb França ? D'accord ! Dilma Rousseff. Première femme à la tête du Brésil. 65 ans. Et une forme éclatante. Alors oui ! Nous sommes réellement pathétiques de nous interroger encore chez nous sur l'état de santé d'un homme de près de 80 ans, malade et qui gouverne un bled peuplé de bambins alertes et ayant faim de vie. Cette donnée-là, rien que cette donnée-là en cours actuellement est irrationnelle, incongrue, inacceptable pour l'intelligence humaine et intolérable à l'échelle d'un pays dont la moyenne d'âge ne dépasse pas les 30 ans. Mais bon, si l'on fait fi de tout cela, et si l'on préfère continuer à mater Démenti-TV pour espérer déceler l'indice qui trahira la gravité ou non de l'état de santé du châtelain, allons-y ! Scrutons ! Scrutons ! Et fumons du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.